

## Pénurie d'eau à Libreville et ses environs

# La SEEG distribue 8 000 litres d'eau au quotidien



Des consommateurs satisfaits pour le moment.



Vue du véhicule qui sillonne la capitale et ses environs afin de distribuer de l'eau.



Ce véhicule parcourt toute la ville pour se procurer de l'eau potable.

F.A.

Libreville/Gabon

**FACE** à la pénurie d'eau à Libreville et ses environs, qui s'est accentuée durant cette saison sèche, la Société d'énergie et d'eau du Gabon (SEEG) a décidé de distribuer gratuitement de l'eau depuis quelques jours dans la capitale et ses environs.

Débuté dans la commune d'Akanda, par les quartiers "Cité Amissa", CES Avorbam et Cap caravane, la zone de Nzeng-Ayong a bénéficié du précieux liquide mercredi dernier. L'opération se fait avec un véhicule transportant huit (8) cubitainers de 8 mètres cubes, soit 8 000 litres d'eau. Ce chargement est destiné, chaque jour, à un quartier spécifique.

« Nous sommes dans une période assez difficile, qui est le problème d'étiage dans Libreville et ses régions dû à un déficit de pluviométrie. Pour soulager la population, la SEEG a décidé de distribuer de l'eau gratuitement. Nous allons, au fur et à mesure, dans les zones d'alimentation selon le programme établi », a

souligné Andjaji Wilfrid Pascal, chef de service gestion des réseaux de distribution eau à la SEEG. Une initiative très appréciée des bénéficiaires confrontés à ce problème de pénurie d'eau potable depuis des mois, voire des années. En effet, plusieurs ménages sont obligés de parcourir, quotidiennement, des kilomètres, afin de récolter le précieux li-

quide surtout pour les besoins domestiques. Les moins nantis qui ne possèdent aucun moyen de locomotion se rabattent vers les puits et les rivières. « Pour le moment, mon véhicule va se reposer, car il fallait rouler dans toute la ville pour chercher de l'eau. Aujourd'hui, nous sommes très heureux de l'action de la SEEG que, nous espérons, n'est pas réellement

payante, comme ils le disent. Et pourvu que cela dure », a déclaré le chef de quartier adjoint de Sibang centre, Dieudonné Moundounga Mbadinga. Si le programme établi est respecté, la population pourra, un tant soit peu, oublier le casse-tête de la pénurie d'eau, jusqu'au retour des pluies comme l'a indiqué la SEEG. Pour autant, il serait judi-

cieux que les pouvoirs publics trouvent une solution pérenne à cette question d'eau au Gabon, en accélérant les projets de construction des usines de production d'eau de Ntoun VII et Kango. Selon les experts, c'est environ 100 milliards que l'Etat devra déboursier pour l'aboutissement desdits projets.

## Couverture extérieure du F.CFA

# La dévaluation définitivement écartée ?

W.N

Libreville/Gabon  
(Source : Ecofin)

de mise...

**DANS** une note d'étude et d'analyse publiée dans la dernière "Lettre de recherche" de la BEAC, Mahamat Abbas Tolli, le gouverneur de l'institution, a fourni des indicateurs selon lesquels le taux de couverture extérieure du F.CFA zone Cémac restera dans une moyenne de 60%, entre 2017 et 2020, contre près de 81% entre 2014 et 2017, rapporte

l'agence Ecofin. Cette situation est à mettre en corrélation avec les estimations de réserves de change, qui oscilleront dans une moyenne de 3000 milliards de F.CFA sur la période, contre une médiane de 6631,4 milliards de F.CFA sur la période 2014 à 2017. Il ressort de ces deux indicateurs que le spectre d'une dévaluation de la monnaie est écarté sur le moyen terme car, on est

loin du niveau des réserves de change de 224,3 milliards de F.CFA de la période 1990 à 1993, qui avait conduit à la dévaluation. Mais, derrière cette sécurité, se cache le risque d'une atonie de l'économie sur la base des analyses de certains experts. A côté de ce niveau de couverture de la monnaie, on relève aussi que le taux d'investissement va chuter à 22,9 %, contre 30,1% pour la période 2014-2017.

Par ailleurs, on note que le solde budgétaire va se limiter à 0,3% du Produit intérieur brut. Les premiers effets ont déjà commencé à se faire sentir. La croissance du crédit à l'économie, notamment le secteur privé, subit un rationnement. De même, les emprunts publics deviendront plus chers, poussant les gouvernements des pays membres à, soit s'endetter, soit renforcer leur fiscalité.

## Brèves

### Cameroun : YooMe Mobile, entreprise 100% camerounais

Le FAI YooMe Cameroun a opéré une mutation, le 25 août dernier, à Douala, (Cameroun), en devenant YooMe mobile. Cette nouvelle entité va évoluer, non plus dans la fourniture de l'internet comme par le passé, mais plutôt en tant qu'opérateur virtuel de la téléphonie mobile (Mnvo), grâce à un partenariat avec Camtel, l'opérateur historique des télécoms au Cameroun. Selon Emmanuel Forson, le patron de la nouvelle entité, cette mutation technique a été précédée par une mutation structurelle, qui fait désormais de YooMe Mobile, une entreprise dont le capital est à 100% détenu par des Camerounais.

### Côte d'Ivoire : emprunt obligataire de 80 milliards FCFA dans l'UEMOA

La Côte d'Ivoire va procéder, le 12 septembre prochain, à l'émission des premières obligations synthétiques sur le marché financier de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). D'un montant de 80 milliards FCFA (environ 145 millions de dollars), ce nouvel emprunt permettra aux autorités ivoiriennes de financer le budget 2017 de l'Etat de Côte d'Ivoire pour lequel un montant de 137,3 milliards FCFA (environ 250 millions \$) reste à combler de la part du Trésor public ivoirien.

### Afrique du Sud-Bénin : Des investisseurs sudafricains débarquent

Au Bénin, les investisseurs et industriels sudafricains ont identifié cinq secteurs dans lesquels ils envisagent investir, a-t-on appris ce jeudi de Xinhua. Au nombre des secteurs dans lesquels les hommes d'affaires sud-africains, prévoient d'investir, le Port autonome de Cotonou, poumon de l'économie béninoise qui génère la plus grande partie des recettes de l'Etat. Le secteur des infrastructures routières et le projet ferroviaire entre le Bénin et le Niger attirent également les Sudafricains. Ceux-ci mettent aussi le grappin sur le prometteur secteur touristique béninois. Sans oublier, le secteur agroalimentaire.

Rassemblées par F.A.

Selon le gouverneur de la BEAC, il ressort qu'un tel scénario n'est pas envisageable sur le moyen terme car, on est loin du niveau des réserves de change de 224,3 milliards de F.CFA de la période 1990 à 1993, qui avait conduit à la dévaluation. Mais la prudence reste